

ZONE POLICE

Quartier de reconquête républicaine :
BESANÇON (Planoise - sept. 2018)

ZONE GENDARMERIE

Projet de groupe de contact :
Compagnie de BESANÇON





UNE ACTION
RENFORCÉE DANS
**DES QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

EN ZONE



2018-2019

**30 QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

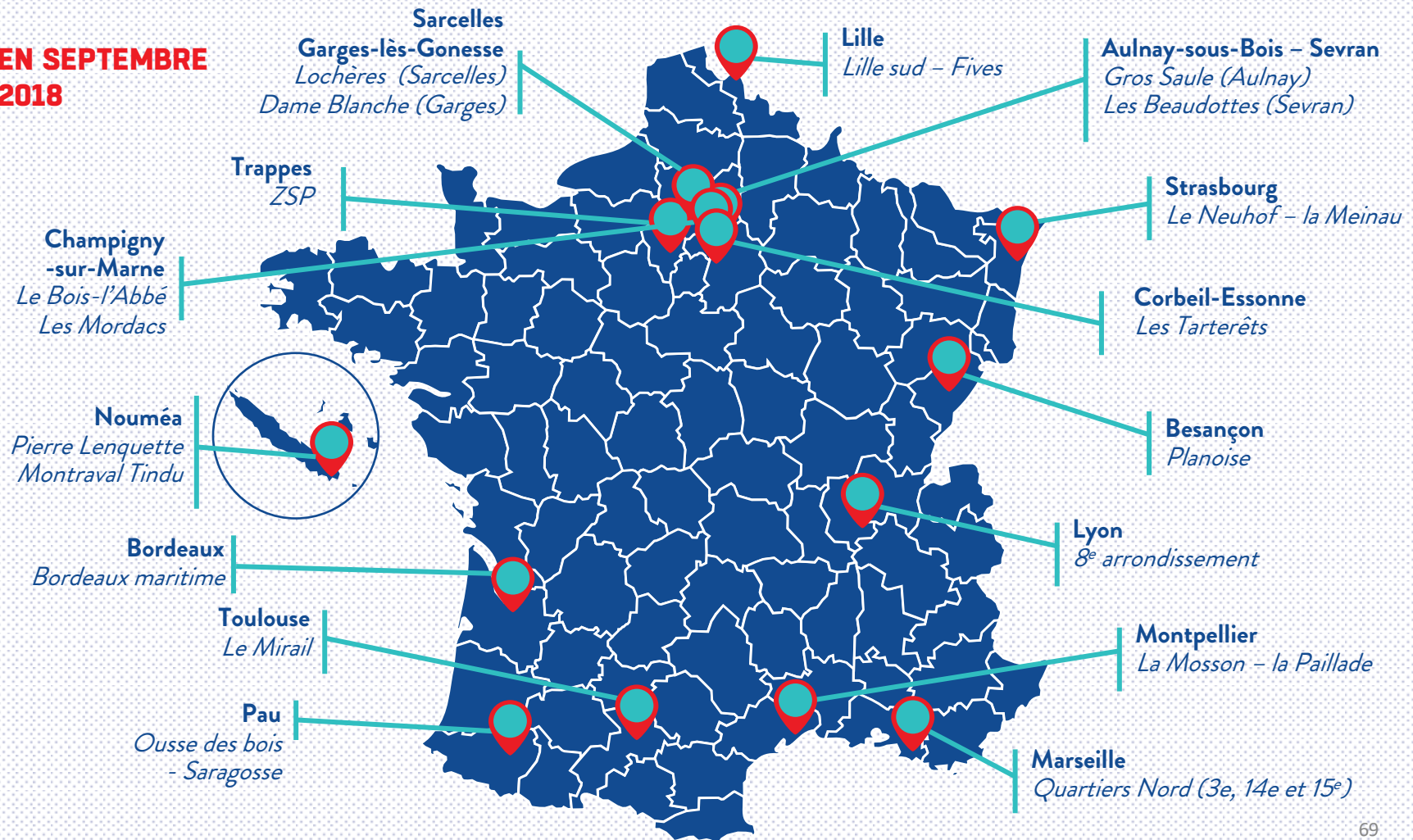
- + **600** effectifs dédiés
- + **1** délégué cohésion “police /population”

2 CRITÈRES DE CHOIX

1
Une délinquance
marquée

2
L'importance des trafics
et des incivilités

**EN SEPTEMBRE
2018**





UNE ACTION
RENFORCÉE DANS
**DES QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

6 axes d'intervention :

- 1 une **présence renforcée** des forces de sécurité
- 2 un **contact accru** avec la population
- 3 une action judiciaire **territorialisée**
- 4 une **lutte accentuée** contre la délinquance organisée et les trafics de stupéfiants
- 5 une **action conjointe** des ministères
- 6 une contractualisation **avec les partenaires locaux**



LA SYNTHÈSE DES MESURES



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE AUX AMBITIONS RETROUVÉES

1

Des forces plus nombreuses

10 000 postes créés sur le quinquennat
(2 000 en 2018, 2 500 en 2019, 2 500
en 2020, 1 500 en 2021, 1 500 en 2022)

2

Des forces recentrées sur leur cœur de métier

La fin des tâches indues

(500 policiers et gendarmes de retour sur le terrain)

Fin de la gestion des procurations, grâce
au dispositif de « e-procuration » (2021)

Suppression des gardes statiques
de préfectures (2018)

Réflexion sur l'externalisation
d'autres missions au secteur privé

Reprise effective par l'administration pénitentiaire
des extractions judiciaires (application circulaire - 2018-2019)

Recours accru à la médecine de ville pour réduire les conduites
aux urgences hospitalières (2019-2020)

Substitution des personnels opérationnels par des personnels administratifs dans les commissariats et brigades (d'ici 2022)

Une procédure pénale repensée

Réforme de la procédure pénale (Renforcement du pouvoir
des enquêteurs, forfaitisation et éloignement) –
projet de loi Printemps 2018

Dématérialisation de la procédure pénale
(dès 2020)

**Centres de Rétention Administrative*



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE RESPECTÉES

1

Un Etat qui protège ses forces

Des sanctions effectives pour les auteurs d'agressions contre les forces de sécurité et de secours

Réaction systématique (de la part des préfets et de l'Etat) en cas de mise en cause injustifiée et lutte contre les fake news (circulaire février 2018)

Entrée en vigueur de nouvelles mesures d'anonymisation (loi sécurité publique février 2017 – application printemps 2018)

Nouvelles mesures pour mieux prévenir les suicides (premier trimestre 2018)

2

Un budget en hausse

Un plan immobilier triennal ambitieux (2018/2020 - 900 M€)

Des crédits d'équipement supplémentaires (150 M€/an pour la Police – 143 M€ pour la Gendarmerie)

3

Une formation remodelée

Densification des modules de formation initiale

Harmonisation croissante des modules entre forces et entre échelons hiérarchiques

Montée en puissance du Centre National de Formation à la Sécurité Publique (CNFSP)

Création d'une Académie de police



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE SUR-MESURE

1

Une action renforcée dans 30 quartiers de reconquête républicaine

30 quartiers de reconquête républicaine (15 quartiers d'ici septembre 2018, 15 autres d'ici janvier 2019) + 30 autres d'ici 2020

600 effectifs dédiés sur les 30 premiers quartiers
et 1 300 en tout pour les 60 quartiers

30 nouveaux « délégués cohésion police/population »
(1/quartier)

2

20 départements mieux accompagnés

Une action renforcée dans 20 départements
(sécurité des mobilités, fonction contact)

500 effectifs dédiés



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE SUR-MESURE

3

Plus de latitude sur le terrain

Déconcentration

Elaboration des stratégies de lutte
contre la délinquance au niveau local

Décentration d'une partie de l'enveloppe pour l'entretien
quotidien des commissariats (45M €)

Choix/suivi des achats de véhicules au niveau départemental

Création et déconcentration d'un budget
cohésion de groupe

Une autonomie accrue

(Plus forte latitude de décision dans l'organisation interne des
services et meilleure organisation et gestion de la chaîne logistique)

4

Plus de contact avec la population

Déploiement de 250 unités de contact –
« Brigades et Groupes de contact » d'ici 2019

5

Un meilleur accueil des victimes

Amélioration de l'accueil en commissariats et brigades
(adaptation des horaires d'ouverture aux besoins
de la population, renforcement des formations à l'accueil
des victimes, aménagement des espaces)



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE CONNECTÉES

1

Des forces de sécurité intégrant la révolution numérique

Déploiement de 110 000 tablettes numériques Neo (d'ici 2020)

800 nouveaux effectifs dédiés à la lutte contre les cyber menaces (sur le quinquennat)

Déploiement de 10 000 caméras - piéton (d'ici 2019)

Renforcement des modules de formation à la cyber protection

Lancement d'une nouvelle stratégie sur 5 ans pour lutter contre la cyber criminalité (été 2018)

Développement de nouveaux logiciels d'anticipation et analyse décisionnelle (d'ici 2020)

2

Des services dématérialisés pour les usagers

Extension des pré-plaintes en ligne aux faits de discriminations (2018)

Projet de dépôt de plainte en ligne pour les escroqueries sur internet (courant 2018)

Lancement de la « Brigade numérique » (février 2018)

Ouverture d'une plateforme de signalement des faits de violences sexuelles et sexistes (printemps 2018)



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE PARTENARIALES

1

Une chaîne de sécurité repensée

Installation d'une mission parlementaire
(février 2018 => conclusions 30 juin 2018)

Accompagnement de la montée en gamme
des policiers municipaux et agents de sécurité
privée (dès février 2018)

Déploiement d'expérimentations actuelles
pour plus de sécurité des mobilités

2

Une coopération renforcée avec les élus

Elaboration d'une nouvelle stratégie de lutte
contre la délinquance avec chaque maire
(35 400 élus) dans les 2 mois à venir

Contact sous 48h des 117 maires ayant
demandés à expérimenter la PSQ

3

Un lien police/population renoué

Sensibiliser la population aux questions de sécurité

Généralisation des interventions dans les écoles : chaque enfant aura au moins échangé une fois dans sa scolarité – entre le primaire et le lycée - avec les forces de l'ordre sur leur métier et la sécurité du quotidien

Sensibilisation au rôle des forces de l'ordre dans le cadre
du Service National Universel

Développer la vigilance citoyenne

Adaptation localement du dispositif de participation citoyenne

Systématisation d'un référent proximité dans chaque commissariat
pour assurer le lien avec les instances citoyennes locales

Désignation d'un référent sécurité dans chaque conseil
de quartier et conseil citoyen

Renforcer la participation des citoyens à la production de sécurité

Développement de la Garde Nationale : 10 000 réservistes dans la
Police et pérennisation des 30 000 réservistes dans la Gendarmerie (2020)



ÉVALUATION



Création d'un « Lab'PSQ »
(2018)



Une évaluation
aléatoire et *a posteriori*



Fin de la politique du chiffre - Allègement
des outils de reporting

LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN EN CHIFFRES :



Plus de policiers et de gendarmes sur le terrain :



+ 4 500 agents de retour sur le terrain d'ici 2022 grâce à

- la fin des tâches indues
- le remplacement d'agents opérationnels par des agents administratifs pour des missions support
- la simplification et dématérialisation de la procédure pénale



Plus de Réservistes d'ici 2020 :

10 000 dans la police
30 000 dans la gendarmerie



Des solutions de sécurité adaptées à chaque territoire

Une doctrine repensée partout en France



60 quartiers de reconquête républicaine

>> 1 300 effectifs dédiés



20 départements mieux accompagnés

>> 500 effectifs dédiés



250 brigades de contact

Sur le quinquennat :



35 400

maires contactés d'ici 2 mois
pour revoir leur stratégie locale de
lutte contre la délinquance



117

maires ayant demandé à
expérimenter la Police de
Sécurité du Quotidien
contactés sous 48h



45M€

de crédits immobiliers
déconcentrés pour plus
d'autonomie



**La Police et la
Gendarmerie du futur :**



« Brigade numérique »

accessible en tout point du territoire **24h/24 - 7j/7**



De nouveaux services en ligne :

- Pré-plainte et plainte en ligne
- Signalement des faits de violences sexuelles et sexistes
- e-procurations



**1 nouvelle
stratégie**

de lutte
contre les
cyber menaces



+ 800

effectifs dédiés
à la lutte contre
la **cyber criminalité**
(x2 des effectifs)



110 000

tablettes
Neo déployées



+ de 10 000

caméras-piéton

1,5 Mds€ de crédits immobiliers

1,5 Mds€ de crédits d'équipement